

Le financement de l'enseignement supérieur dans le monde :

une analyse du financement de
l'enseignement post-secondaire,
l'enseignement supérieur et la recherche,
ses causes politiques et socio-économiques
et certaines conséquences à travers le monde.

Julian Garritzmann

Synthèse

L'éducation et les compétences constituent l'épine dorsale des économies de la connaissance post-industrielles d'aujourd'hui. L'éducation et les connaissances ont diverses conséquences positives pour les individus, ainsi que pour les sociétés et les économies. Au niveau individuel, nous savons que les personnes dont le niveau de formation est élevé ont tendance à gagner des salaires plus avantageux (Mincer, 1958), ont moins de risques de se retrouver au chômage et plus de chances d'être embauchées dans de bonnes conditions de travail (Breen et Jonsson, 2005). Elles sont également plus engagées politiquement et socialement (Mettler, 2002), vivent en meilleure santé et donc plus longtemps (DeWalt et al. 2004). Au niveau national, nous savons que les pays où le niveau d'éducation est élevé ont tendance à enregistrer une plus forte croissance (Barro, 2001), à avoir des économies plus innovantes et des sociétés plus cohérentes et moins polarisées (Green et al. 2006) – pour ne citer que quelques-uns des mérites de l'éducation.

Par conséquent, le financement de l'enseignement et de la recherche est une composante essentielle du bien-être économique et social des États et un objectif clé de leurs gouvernements. Pourtant, les

modèles de financement de l'enseignement et de la recherche varient énormément d'un pays à l'autre dans le monde. Ce document présente la situation générale du financement de l'enseignement post-secondaire et supérieur à travers le monde. S'appuyant sur les meilleures données comparatives disponibles, il passe en revue les différents modèles de financement de l'enseignement. Il examine notamment les montants investis dans l'enseignement supérieur par différents pays, l'évolution de ces financements au fil du temps, le montant des frais de scolarité et de l'aide financière accordée aux étudiantes et aux étudiants et la mesure dans laquelle des critères de performance sont appliqués pour déterminer l'attribution des fonds. Ce document résume, en outre, les connaissances les plus récentes concernant les causes et conséquences de ces différences, en mettant l'accent sur les dynamiques politiques qui sous-tendent le financement du secteur de l'éducation et sur leurs profondes conséquences.

Le rapport est structuré comme suit. Se basant sur les meilleurs indicateurs disponibles et les données les plus récentes, le premier chapitre offre



un aperçu descriptif des différents modèles de financement de l'enseignement post-secondaire et supérieur appliqués par les pays, tout en mettant l'accent sur leur évolution au fil du temps. Ce premier volet s'intéresse en particulier à certains des changements les plus récents observés au cours de ce que l'on appelle la « polycrise », c'est-à-dire une période au cours de laquelle plusieurs crises se déclarent simultanément ou peu de temps l'une après l'autre, comme ce fut le cas en Europe où se sont succédées la crise financière de 2007, la grande récession de la fin des années 2000, la « crise des réfugié·e·s » du milieu des années 2010 déclenchée par l'afflux massif de réfugié·e·s et la prolifération des discours politiques radicalisés, la pandémie de covid-19 et la « crise russe » marquée par la guerre en Ukraine.

Après présentation des principaux modèles de financement de l'enseignement post-secondaire et supérieur, le chapitre suivant cherche à savoir comment ces différences peuvent être expliquées. Quelles sont les causes des différences observées dans le cadre du financement de l'enseignement ? S'appuyant sur un large éventail de recherches en sciences politiques et sociales, ce deuxième chapitre propose trois grandes catégories d'explications :

1. Les facteurs socio-économiques (ex. vieillissement démographique ou mondialisation).
2. Les acteurs politiques et économiques (ex. partis politiques, syndicats ou organisations patronales).
3. Les cadres institutionnels (ex. types de systèmes politiques et économiques).

Les modèles de financement de l'éducation et de la recherche ont des répercussions considérables. Le dernier chapitre du rapport présente quelques-unes de ces répercussions et résume certaines des principales contributions des économistes, sociologues, politologues et spécialistes de l'éducation dans ce domaine. Nous verrons, par exemple, comment un modèle de financement de l'enseignement peut être associé à certaines formes d'inégalités scolaires et socio-économiques, aux possibilités d'ascension sociale et aux résultats de la recherche

universitaire. Le rapport conclut en soulignant un certain nombre d'angles morts et de « zones d'ombre » qui nécessiteront d'être examinés à l'avenir.

Les principaux enseignements à tirer du rapport sont les suivants :

- Il existe de nombreuses données disponibles concernant le financement de l'éducation. Toutefois, les données sont de meilleure qualité (et les informations disponibles sont plus nombreuses) dans les démocraties « riches » de l'OCDE par rapport au reste du monde.
- Le financement de l'éducation est un phénomène à la fois très simple et très complexe. D'une part, les chiffres sont très faciles à comparer, bien plus que d'autres aspects de l'éducation comme les modèles didactiques, les contenus pédagogiques ou autres. D'autre part, le diable se cache souvent dans les détails, le financement étant un domaine hautement complexe et technique. Comprendre ces détails est cependant essentiel pour mieux appréhender les conséquences (ex. sur les inégalités) ainsi que les dynamiques politiques entourant le financement de l'enseignement supérieur.
- Au niveau mondial, les gouvernements dépensent en moyenne 0,83 % de leur PIB pour l'enseignement supérieur. La moyenne du financement public de l'enseignement supérieur a augmenté dans tous les pays du monde. Au niveau mondial, les montants investis dans l'enseignement supérieur ont quasiment doublé entre 2006 et 2018.
- Dans le même temps, on observe de fortes disparités d'un pays à l'autre. De manière générale, les pays nordiques européens et les pays nord-américains investissent le plus dans l'enseignement supérieur, tandis que les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud-Est investissent le moins.
- Historiquement, l'Europe et l'Amérique du Nord ont toujours investi le plus d'argent dans l'enseignement supérieur. L'Asie de l'Est et du Sud a récemment commencé à « rattraper son retard », mais la plus large part de cette augmentation est due à une hausse du nombre d'étudiantes et d'étudiants. Si l'on considère les montants dépensés par étudiant·e de l'enseignement

supérieur, l'Europe et l'Amérique du Nord, de même que l'Océanie, dépassent nettement toutes les autres régions. On constate par ailleurs que les augmentations sont les plus importantes dans les pays dont les dépenses dans ce domaine étaient déjà élevées.

- Si les choses évoluent au fil du temps, les changements sont le plus souvent progressifs, plutôt que radicaux, et les dépenses évoluent suivant la trajectoire observée jusqu'alors.
- L'essentiel de l'argent dépensé est consacré aux personnels, mais la situation varie fortement d'un pays à l'autre. Il semble y avoir un lien entre le financement et le nombre d'effectifs, mais les recherches pertinentes sont insuffisantes pour pouvoir déterminer la mesure dans laquelle cette relation est de nature causale.
- Le financement privé de l'enseignement supérieur joue un rôle majeur dans certains pays, mais aucun rôle dans d'autres. Le financement privé est particulièrement important en Amérique du Nord et certains États d'Amérique latine et d'Asie du Nord-Est, alors qu'il est négligeable dans la plupart des pays d'Europe, notamment dans les pays nordiques.
- Les montants dépensés pour la recherche et le développement (R&D) varient fortement entre les pays. En général, les pays qui investissent beaucoup d'argent

dans l'enseignement supérieur consacrent également des montants importants à la R&D.

- Dans la plupart des pays, le financement privé de la R&D est (beaucoup) plus important que celui accordé par le secteur public.
- Les dépenses publiques consacrées à la R&D (par rapport au PIB) sont restées constantes au cours de ces 40 dernières années dans la plupart des pays : elles n'ont ni augmenté ni diminué. Le financement privé de la R&D (par rapport au PIB) a nettement augmenté dans plusieurs pays.
- Trois catégories de facteurs expliquent les variations dans le financement de l'enseignement supérieur : les acteurs politiques (en particulier les partis au pouvoir, les syndicats et les employeurs), les facteurs socio-économiques (ex. la croissance économique, les évolutions technologiques ou les transformations du marché du travail) et les facteurs institutionnels (ex. les systèmes politiques).
- Les modèles de financement de l'enseignement supérieur ont une incidence considérable sur bon nombre de phénomènes sociaux, économiques et politiques importants, par exemple les inégalités salariales, les inégalités entre les hommes et les femmes, les inégalités en matière d'éducation, la croissance économique, le chômage des jeunes et les modèles d'innovation.



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Le rapport complet (en anglais) peut être téléchargé ici :
<https://eiie.io/HigherEducationFunding>

www.ei-ie.org
#eduint